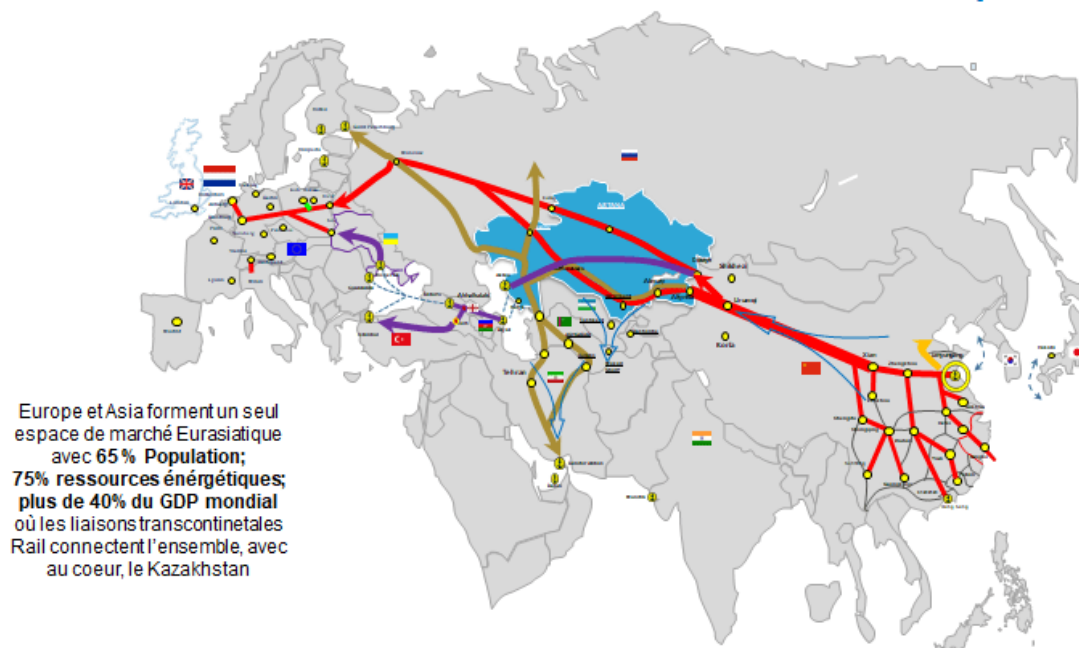


# L'Asie centrale et l'Émirat islamique d'Afghanistan

Source : <https://theradicaloutlook.com/islamic-emirate-of-afghanistan-and-the-central-asian-security/>

(26 août 2021)

## Kazakhstan: La Boucle de la Ceinture Eurasiatique BRI



« Il y a un intérêt croissant pour l'Asie centrale depuis Bruxelles. Sur fond de déclarations sur le caractère inacceptable de la restauration de l'Émirat islamique et la nécessité de préserver les progrès démocratiques, y compris les droits des femmes et la protection des minorités, ainsi que le renforcement des institutions de l'État et la lutte contre la corruption, les dirigeants de l'UE sondent simultanément les voies de son entrée dans les républiques d'Asie centrale. »

### Par Katehon

Après le changement de la direction politique suprême en Afghanistan, l'Asie centrale gagne en importance. Et son rôle augmente quels que soient les scénarios négatifs et positifs.

Dans un scénario négatif, les États de la région auront besoin d'aide pour garder les frontières et assurer une sécurité globale – du placement des réfugiés au suivi de la situation politique interne. Le CSTO comprend le Tadjikistan et des troupes russes y sont stationnées. De plus, le pays est membre de l'OCS. En outre, il y a déjà eu des conflits internes et des affrontements à la frontière avec le Kirghizistan. Mais le mouvement des talibans à travers la frontière est à peine prévisible. Au contraire, il peut y avoir des tentatives d'imitation de la part de groupes islamistes locaux qui peuvent faire des demandes d'assistance aux talibans pour établir un tel émirat au Tadjikistan.

En Ouzbékistan voisin, il existe également des organisations extrémistes telles que le Mouvement islamique d'Ouzbékistan, qui était associée à la fois à Al-Qaïda et aux talibans. Alors qu'au Tadjikistan, les forces de sécurité russes aident à maintenir le contrôle de la frontière, en Ouzbékistan, elles sont obligées de le faire elles-mêmes. Bien que des exercices militaires conjoints dans les deux républiques aient déjà été planifiés, ils ont commencé au Tadjikistan le 17 août.

Au Turkménistan, en raison d'une neutralité totale, la situation est plus critique. Auparavant, les talibans terrorisaient les gardes-frontières locaux en les entraînant au combat, et les Turkmènes étaient souvent contraints de les acheter en échange de garanties qu'il n'y aurait pas d'attaques. S'il n'y a pas de décision centralisée des talibans de frapper ces républiques, alors une autre option est possible. À savoir, avec une réforme des talibans (puisque la guerre en Afghanistan est officiellement terminée), il y aura inévitablement des cadres potentiels qui ne pourront pas s'intégrer dans le futur système et passer à une vie paisible. Par conséquent, ils devront opérer à l'étranger, soit en tant que mercenaires, soit pour « faire le djihad » pour des motifs idéologiques. Et naturellement, leurs regards se porteront d'abord sur les pays voisins.

Dans ce cas, les pays d'Asie centrale auront besoin d'une coopération étroite avec les autres voisins de l'Afghanistan – l'Iran, le Pakistan et la Chine, ainsi que la Russie.

Dans un scénario positif, le rôle de l'Asie centrale ne sera pas moins important. Tout d'abord, les projets d'infrastructure, de transport et d'énergie peuvent être dégelés et mis en œuvre. CASA-1000 vise à relier les systèmes énergétiques de l'Asie centrale à l'Asie du Sud – le Kirghizistan, le Tadjikistan à l'Afghanistan et le Pakistan – et à développer des mécanismes pour le commerce de l'électricité conformément aux normes internationales. En février 2021, le Kirghizistan a annoncé le début de la construction de lignes électriques dans le cadre du projet CASA-1000. Initialement, les travaux commenceront dans l'oblast de Batken, puis se poursuivront dans les oblasts d'Osh et de Jalal-Abad. Dans le cadre du projet, il est prévu de moderniser le complexe de réseau électrique de façon suffisante, de construire de nouvelles sous-stations et une ligne de transport d'électricité à haute tension.

Le programme de coopération économique régionale en Asie centrale (CAREC) a également promu la coopération régionale dans les transports, le commerce et l'énergie depuis 2001. Le CAREC se compose de 10 pays : Afghanistan, Azerbaïdjan, République populaire de Chine, Kazakhstan, République kirghize, Mongolie, Pakistan, Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan. La Banque asiatique de développement (BAD), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, le Fonds monétaire international, la Banque islamique de développement, le Programme des Nations Unies pour le développement et la Banque mondiale supervisent ce programme.

Enfin, la construction du gazoduc TAPI (Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde) au format initialement conçu ou modifié peut être lancée.

Si auparavant les États-Unis intervenaient activement dans ces projets, il existe maintenant une opportunité de la part de la Russie d'ajuster certaines orientations et de proposer ses propres initiatives.

Il y a un intérêt croissant pour l'Asie centrale de la part de Bruxelles. Sur fond de déclarations sur le caractère inacceptable de la restauration de l'Émirat islamique et la nécessité de préserver les progrès démocratiques, y compris les droits des femmes et la protection des minorités, ainsi que le

renforcement des institutions de l'État et la lutte contre la corruption, les dirigeants de l'UE sondent simultanément les voies de son entrée dans les républiques d'Asie centrale.

Après une visite à Tachkent pour une conférence sur les relations entre l'Asie centrale et l'Asie du Sud, le haut représentant de l'UE pour la politique étrangère, Josep Borrell, a écrit sur son blog : « Nous avons discuté avec les ministres de l'Asie centrale de notre désir de construire des partenariats solides et non exclusifs, ouverts à la coopération avec d'autres, sur des objectifs communs, comme indiqué dans la stratégie 2019 de l'UE pour l'Asie centrale. Cela signifie une collaboration accrue entre les secteurs allant du climat, de l'environnement, de la santé, de l'eau, des droits de l'homme et du renforcement des capacités dans la gestion des frontières. J'ai réaffirmé la volonté de l'UE de participer au développement des liens régionaux et de surmonter les défis de sécurité communs... La coopération régionale entre le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, le Turkménistan, l'Afghanistan et les pays voisins peut non seulement contribuer au développement socio-économique, mais aussi résoudre des problèmes communs comme les problèmes de sécurité, y compris la migration illégale. »

En général, l'Asie centrale possède un potentiel humain et des ressources naturelles énormes. La Commission européenne estime avoir quelque chose à offrir aux investisseurs européens. L'UE est déjà le principal partenaire commercial de ces pays. Par exemple, en 2020, le volume des échanges bilatéraux de marchandises s'élevait à 22 milliards d'euros, et avec une population de 114 millions d'habitants, la région a un potentiel de marché important.

De toute évidence, l'objectif de l'UE sera de pousser la région vers des réformes structurelles et de meilleures conditions pour faire des affaires. Un forum économique UE-Asie centrale est prévu pour novembre, ce qui, selon Borrell, sera une autre occasion de travailler à une connectivité durable et inclusive.

La Russie devrait être proactive à cet égard. Jusqu'à présent, seuls deux États de la région – le Kazakhstan et le Kirghizistan – sont membres de l'EAEU. Dans le même temps, dans un contexte de provocations diverses au sein de ces pays dirigées contre l'utilisation de la langue russe, on a le sentiment d'un scénario artificiel pour effectuer des opérations de manipulation et psychologiques, auquel un client externe aurait avantage. L'Ouzbékistan a le statut d'observateur au sein de l'EAEU, mais jusqu'à présent, il adopte une attitude attentiste. Vraisemblablement, les représentants de l'UE tenteront d'influencer les décideurs en Ouzbékistan afin de ralentir ou de perturber le processus d'adhésion à l'EAEU. Moscou doit élaborer une feuille de route, y compris contrer les tentatives européennes de saboter l'intégration eurasiennne.